



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE VILLE DE CARCASSONNE

## ARRÊTÉ

## N° : 2023-0170

Service :  
Pôle Proximité

### PORTANT AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC METRO CODE: 799

**Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-lieu du Département de l'Aude ;**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2,  
VU le Code de la Construction et de l'Habitation, articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 et R 152-5, notamment son article R 123-48,

VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),

VU le règlement de sécurité annexé à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du public (ERP)

Vu l'arrêté du 22 décembre 1981 modifié portant approbation des dispositions particulières du type M (Magasins et centres commerciaux)

VU le procès-verbal de la visite périodique effectuée par la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne **le 15 juin 2023**

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'établissement dénommé **"METRO"** sis 466 rue Gustave Eiffel à CARCASSONNE, classé dans la 4<sup>ème</sup> catégorie du type : **M**, dont l'effectif total autorisé est de **220 personnes** (Public : 206 personnes - Personnel : 14 personnes), est autorisé à poursuivre son activité.

### Article 2 :

Les prescriptions ci-après devront être réalisées sans délai :

#### PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

1. Fournir les attestations d'entretien et de vérifications techniques datant de moins d'un an pour :
  - Electricité/éclairage de sécurité (EL18 & EL 19)
  - Chauffage/climatisation/ventilation (CH 57 & 58)
2. Tenir à jour le registre de sécurité (R 143-43)
3. Réparer le DAD côté intérieur réserve de la porte CF légumes (CO 47 & M 49)
4. Assurer un RIA (robinet d'incendie armé) une pression minimale de fonctionnement conforme à l'article MS 17 du règlement de sécurité

#### PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

1. Veiller à ce que les portes des issues de secours soient déverrouillées pendant la présence du public (CO 46)
2. Désigner et instruire spécialement des employés sur la conduite à tenir en cas d'incendie pour les établissements recevant du public plus de 300 personnes, inclus ou non dans un centre commercial. Ces employés seront entraînés à la mise en œuvre des moyens de secours (M29)
3. Veiller à ce que les panneaux de décoration, de publicité, etc... ne diminuent pas la visibilité des inscriptions « sortie » et « sortie de secours ». En outre, les panneaux publicitaires flottants doivent être en catégorie M1 si leur dimension excède 0,50 m<sup>2</sup> (Art. AM 10 § 1)
4. Dégager tout stockage risquant de bloquer les portes CF (M 49)

**Article 3 :**

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification au responsable de l'établissement soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

MM le Directeur Général des Services de la mairie de CARCASSONNE, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise :

- Au Préfet de l'AUDE
- Au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'AUDE
- Au Secrétariat de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne

Cet arrêté sera publié par voie électronique sur le site internet de la Ville

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20230703-11269-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/07/2023

Affichage : 13/07/2023

Fait à Carcassonne, à l'hôtel de Ville,  
Le 3 juillet 2023

Le Conseiller Municipal Délégué,  
Claude ZORZETTO

Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.